

DÉLIBÉRATION n° 2026-45
relative à la demande d'accréditation orthophonie
(modification du référentiel national)

Point inscrit à l'ordre du jour n°12

Conseil d'administration du 07 mai 2026

Vu le Code de l'éducation, notamment l'article L. 712-3 ;
Vu les Statuts de l'Université de La Réunion mis à jour le 02 mai 2025 ;
Vu la délibération de la Commission de la formation et de la vie universitaire en date du 21 avril 2026 ;

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration **valident la demande d'accréditation orthophonie (modification du référentiel national).**

Le document est annexé.

Résultats du vote électronique						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote				26		
N'ayant pas pris part au vote				0		
Nombre de voix	pour	20	contre	3	abstention(s)	3

Fait à Saint-Denis, le **07 mai 2026**



Transmis au Recteur de la Région académique de La Réunion, Chancelier des universités, le **20 MAI 2026**

Publié au *Recueil des actes administratifs* de l'Université de La Réunion, le **20 MAI 2026**

<p style="text-align: center;">DOSSIER DE DEMANDE D'ACCREDITATION A DELIVRER LE CERTIFICAT DE CAPACITE D'ORTHOPHONISTE</p>
--

I - UNIVERSITE ET UFR ASSURANT LA FORMATION

Université de La Réunion – UFR Santé
Campus Terre Sainte, Saint-Pierre de La Réunion

II - STATUT DE LA STRUCTURE ASSURANT LA FORMATION

La structure assurant la formation sera le département d'Orthophonie, intégré au sein de l'UFR Santé (création du département en cours). Son fonctionnement sera décrit dans un règlement intérieur spécifique, qui précisera ses missions, sa composition, ses modalités de direction ainsi que les spécificités de fonctionnement. Il est projeté l'organisation fonctionnelle suivante :

- Une direction de département, nommée pour cinq ans par le.la doyen.ne de l'UFR Santé (mandat renouvelable) ;
- Une équipe pédagogique, qui se répartira différentes responsabilités : responsabilité pédagogique liée aux enseignements (avec, à terme, une distinction entre la responsabilité du premier cycle et la responsabilité du second cycle) ; responsabilité pédagogique liée aux stages (avec, à terme, une distinction entre la responsabilité du premier cycle et la responsabilité du second cycle) ; responsabilité des mémoires : accompagnement des étudiant.es, validation des choix des directeur.trices de mémoire, surveillance du respect du cahier des charges du mémoire, organisation des soutenances, gestion de l'intégration des mémoires à la bibliothèque universitaire ; et une responsabilité de recherche, s'assurant de la coordination des UE recherche et du parcours recherche du deuxième cycle et de la surveillance du bon déroulement du stage d'initiation à la recherche et liens avec les laboratoires d'accueil.

Les instances de fonctionnement du département envisagées sont les suivantes :

- Un Conseil de Perfectionnement : il aura pour mission d'assister la direction du département d'Orthophonie, concernant notamment la mise en œuvre des moyens pédagogiques. Le CP a également pour visée de traiter les questions administratives et les questions liées à la vie étudiante. Il se réunit *a minima* une fois par an, une périodicité plus accrue pouvant être possible en fonction des besoins exprimés par le département.
- Un Conseil de Département : il se réunira au moins une fois par année universitaire pour traiter plus spécifiquement de certains aspects pédagogiques et liés à la scolarité.
- Une commission d'agrément des maîtres de stages : elle aura pour but de statuer sur la délivrance des agréments des maîtres de stage orthophonistes.

- Une commission des mémoires : elle aura pour visée de superviser et de valider le choix des sujets des étudiant.es, le choix des directeurs.trices de mémoire et d'accorder l'autorisation de soutenance.

III - NOMBRE DE CANDIDATS SUSCEPTIBLES D'ETRE ACCUEILLIS

- Nombre de places : 18
- Indiquer le bassin de recrutement des candidats : bassin principal : La Réunion
- Profil des candidats (bacheliers, reconversion professionnelle) : tout.e candidat.e répondant aux critères d'admission, à savoir les candidat.es justifiant :
 - soit du baccalauréat ;
 - soit du diplôme d'accès aux études universitaires ;
 - soit d'un diplôme français ou étranger admis en dispense ou équivalence du baccalauréat en application de la réglementation nationale ;
 - soit d'une qualification ou d'une expérience jugées suffisantes conformément aux dispositions de l'article L.613-5 du code de l'éducation.

IV - MOYENS AFFECTES A LA FORMATION

- Moyens financiers : le département d'Orthophonie fonctionnera à partir d'un budget géré par les services financiers de l'Université de La Réunion. Les heures complémentaires et les heures affectées à l'encadrement des étudiant.es, en dehors des actions d'enseignements, seront gérées par les services centraux de l'Université. Pendant les premières années de la formation, le département d'Orthophonie sera soutenu financièrement par plusieurs instances locales (Région et ARS). Le budget prévisionnel de fonctionnement est joint au dossier.
- Moyens humains : actuellement, deux gestionnaires administratifs ont été affectés pour la L1. Il est envisagé le recrutement d'un.e gestionnaire administratif.ve spécifiquement affecté.e au département d'Orthophonie. Le département s'appuie sur l'équipe en présence de l'UFR Santé (gestionnaires de scolarité d'autres formations, responsable du pôle scolarité, responsable administratif).
- Locaux : les locaux du département d'Orthophonie seront situés au sein de l'UFR Santé, sur le campus de Terre-Sainte dans la ville de Saint-Pierre (Sud de l'île), à proximité du CHU Sud. Il est à noter qu'un agrandissement de l'UFR Santé est prévu pour faire face à l'accroissement du nombre de formations dispensées et du nombre d'étudiant.es. Dans ce cadre, des locaux seront spécifiquement prévus pour le département d'Orthophonie.

Les besoins en termes de locaux pour le personnel du département ont été identifiés comme suit :

- 1 bureau pour le.la gestionnaire administratif.ve dédié.e au département
- 1 bureau pour la direction du département
- 1 bureau double mutualisé pour les membres de l'équipe pédagogique

Le personnel du département utilisera, selon ses besoins, les locaux mis à disposition de l'ensemble du personnel de l'UFR Santé, comme la salle de réunion et l'espace de repos. Les étudiant.es en formation d'orthophonie bénéficieront quant à eux des équipements proposés à l'ensemble des

étudiant.es de l'UFR Santé : espaces de repos, bibliothèque universitaire, salles d'observation clinique et salles informatiques selon les besoins.

V - NOM ET QUALITE DU RESPONSABLE DE LA FORMATION

Le.la directeur.trice du département est non désigné.e à ce jour. Il est attendu une validation des nouveaux statuts de l'UFR Santé par les instances de l'Université, avant les élections de la direction de l'école d'orthophonie.

VI - PRESENTATION DE L'EQUIPE ENSEIGNANTE

L'équipe enseignante est à ce jour en constitution :

- Recrutement (en cours) pour une prise de fonction en septembre 2026 d'un.e enseignant-chercheur (MCF, CNU 91 – CNU 07) affecté.e au département d'Orthophonie et rattaché.e au LCF (Laboratoire de recherche sur les espaces Créoles et Francophones) ;
- Recrutement (en cours) pour une prise de fonction en septembre 2026 d'un.e enseignant.e contractuel.le (CNU 16, 50% ETP) affecté.e au département d'Orthophonie ;
- Recrutement graduel des enseignants vacataires.

Des enseignant.es titulaires intervenant dans d'autres formations / rattaché.es à d'autres composantes ainsi que des personnes hospitalo-universitaires complètent l'équipe enseignante.

Il est ciblé sur les cinq prochaines années la création de plusieurs postes pérennes :

- Un second poste d'enseignant-chercheur
- Un à deux postes de PAST
- Un à deux postes d'enseignant contractuel

VII - EVOLUTIONS MAJEURES DE LA FORMATION RENOVEE

Le CFUO de La Réunion n'accueillant pas encore d'étudiant.es, l'application du nouveau référentiel formation s'en est trouvée simplifiée (pas de mesures transitoires). La maquette a été revue pour prendre en considération la nouvelle architecture. Sur le plan pédagogique, une attention particulière est portée à la progression spiralaire entre le niveau novice et le niveau intermédiaire ciblé à la fin du cycle licence.

La révision de la maquette d'enseignement s'est accompagnée d'une réflexion sur la mise en œuvre d'une approche par compétences : si pour le moment un fonctionnement plus classique de validation par UE a été adopté, des discussions sont en cours sur un basculement possible vers une validation par compétences, prenant appui sur des ECOS (Examen Clinique Objectif Structuré), actuellement introduits à partir du S3 pour certaines UE spécifiques.

VIII - ORGANISATION DES ENSEIGNEMENTS

- Semestres 1 à 6 (1^{er} cycle de formation) : voir tableau ci-joint

- **Semestres 7 à 10 (2^{ème} cycle de formation)** : voir projection (maquette de formation jointe)

IX - DISPOSITIF D'AIDE A LA REUSSITE MIS EN PLACE PAR L'ETABLISSEMENT OU L'UFR (accompagnement des étudiants)

L'effectif étudiant permet de projeter un suivi rapproché. Il est envisagé de proposer à chaque étudiant.e un entretien annuel (mené par le.la responsable pédagogique ou le.la directeur du département).

Les dispositifs suivants sont également prévus : le tutorat assuré par les pairs (sur le modèle de ce qui est actuellement mis en œuvre pour les autres formations de l'UFR Santé), le système de parrainage (chaque étudiant.e de L2 sera le parrain / la marraine d'un.e étudiant.e de L1).

X - DISPOSITIF D'EVALUATION DE LA FORMATION ET DES ENSEIGNEMENTS

Des dispositifs d'évaluation des enseignements et des stages par les étudiant.es seront mis en place. Ces dispositifs contribuent au dialogue entre l'équipe pédagogique et les étudiant.es en vue de faire évoluer le contenu de la formation ainsi que les méthodes d'enseignement, afin d'améliorer la qualité de la formation. Les résultats de ces évaluations font l'objet d'un échange entre les étudiant.es et l'équipe pédagogique.

Pour les enseignements, l'intégration d'un questionnaire type sur la plateforme informatisée de dépôt de cours utilisée par l'Université de La Réunion (Moodle) est envisagée. L'informatisation facilitera la systématisation du processus d'évaluation par les étudiant.es. Pour les stages, il conviendra de réfléchir avec les responsables des stages à un questionnaire structurant l'évaluation des maîtres de stages par les étudiant.es.

Enfin, l'analyse des taux de réussite par UE, par année et par type d'épreuve permettra un ajustement pédagogique régulier.

XI - PARTENARIATS MIS EN PLACE OU ENVISAGES

Les enseignant.es universitaires qui interviendront lors du cursus universitaire, de par leurs attaches à un laboratoire, permettront tout d'abord le développement de collaborations resserrées, au sein de l'université, entre le département et différentes unités de recherche. Ceci permettra, à moyen terme, d'envisager l'élargissement des possibilités des stages recherche pour les étudiant.es et de possibles encadrements de mémoires de recherche. D'autres partenariats sont également envisagés avec différents acteurs du secteur sanitaire et social :

- l'ASFA (Association Saint-François d'Assise) : gère notamment l'Hôpital d'Enfants, les CAMSP polyvalents de l'île, des IME ;
- l'Association Claire-Joie : gère notamment le Centre Ressource Autisme de La Réunion ;
- la fondation Père Favron ;
- l'IRSAM : gère notamment le CRCSI (Centre Régional de Compétence en Surdité Infantile).

Plusieurs futur.es enseignant.es de la formation exercent au sein des établissements sus-cités. Une collaboration avec d'autres CFUO est également fortement envisagée : ceci permettrait de mutualiser si besoin certaines ressources d'enseignements, mais également de développer un partenariat scientifique.

XII – AVIS DES INSTANCES

Joindre :

- 1- Délibération de la commission de la formation et de la vie universitaire du conseil académique
- 2- Délibération du conseil d'administration

Dossier à déposer sur l'application FRESQ

BUDGET PREVISIONNEL Centre de Formation Universitaire en Orthophonie Réunion (cycle de formation complet)																
	2026 (18 étudiants)			2027 (36 étudiants)			2028 (54 étudiants)			2029 (72 étudiants)			2030 (90 étudiants)			Total financements sur 5 ans
	ETP	Montant	Type de financement	ETP	Montant	Type de financement	ETP	Montant	Type de financement	ETP	Montant	Type de financement	ETP	Montant	Type de financement	
DÉPENSES																
Titre 1 - Charges de personnel																
Directes																
Gestionnaire administratif et pédagogique	3,5	62 640,00 €	REGION/ARS	5,5	62 640,00 €	REGION/ARS	8	125 280,00 €	REGION/ARS	9	125 280,00 €		9	125 280,00 €		501 120,00 €
GESTIONNAIRE FINANCIER	0,5	31 320,00 €	REGION/ARS	0,5	31 320,00 €	REGION/ARS	1	62 640,00 €	REGION/ARS	1	62 640,00 €		1	62 640,00 €		250 560,00 €
MCF	1	112 430,00 €	MESR	1	112 430,00 €	MESR	2	224 860,00 €	MESR	2	224 860,00 €	MESR	2	224 860,00 €	MESR	899 440,00 €
PAST	0		REGION/ARS	1	39 700,00 €	REGION/ARS	1	39 700,00 €	REGION/ARS	2	79 400,00 €		2	79 400,00 €		238 200,00 €
Enseignants contractuels	1	51 700,00 €	REGION/ARS	2	103 400,00 €	REGION/ARS	2	103 400,00 €	REGION/ARS	2	103 400,00 €		2	103 400,00 €		465 300,00 €
ures complémentaires enseignants (coût employeur		-4 361,49 €	REGION/ARS		-14 875,42 €	REGION/ARS		-13 316,24 €	REGION/ARS		-15 360,03 €			-8 301,58 €		-56 214,76 €
cations enseignants extérieurs (coût employeur)		26 845,60 €	REGION/ARS		55 296,10 €	REGION/ARS		86 226,90 €	REGION/ARS		122 351,74 €			150 101,92 €		440 822,26 €
Indirectes																
Charges indirectes coordination / pédagogie		4 201,92 €	REGION/ARS		8 403,84 €	REGION/ARS		12 605,76 €	REGION/ARS		16 807,68 €			21 009,60 €		63 028,80 €
TOTAL CHARGES PERSONNEL		284 776,03 €			398 314,52 €			641 396,42 €			719 379,39 €			758 389,94 €		2 802 256,30 €
Titre 2 - Autres charges																
Directes																
Investissement 1ère année		7 000,00 €	REGION/ARS													7 000,00 €
Frais de fonctionnement		10 000,00 €	REGION/ARS		15 000,00 €	REGION/ARS		15 000,00 €	REGION/ARS		15 000,00 €			15 000,00 €		70 000,00 €
TOTAL AUTRES CHARGES		17 000,00 €			15 000,00 €			15 000,00 €			15 000,00 €			15 000,00 €		77 000,00 €
Total dépenses		301 776,03 €			413 314,52 €			656 396,42 €			734 379,39 €			773 389,94 €		2 879 256,30 €
RECETTES																
Recettes propres																
Frais de préinscription (80 €)*		28 000,00 €			28 000,00 €			28 000,00 €			28 000,00 €			28 000,00 €		140 000,00 €
Droits de scolarité FI (55€)**		9 990,00 €			19 980,00 €			29 970,00 €			45 648,00 €			57 060,00 €		162 648,00 €
Subvention REGION REUNION		200 000,00 €			200 000,00 €			200 000,00 €			0,00 €			0,00 €		0,00 €
Subvention ARS		200 000,00 €			200 000,00 €			200 000,00 €			0,00 €			0,00 €		0,00 €
Subvention MESR		112 430,00 €			112 430,00 €			224 860,00 €			660 731,39 €			688 329,94 €		1 798 781,33 €
Total recettes		550 420,00 €			560 410,00 €			682 830,00 €			734 379,39 €			773 389,94 €		3 301 429,33 €

* Frais de préinscription : frais Parcoursup (projection à 350 dossiers soumis / an)
** Part fixée par arrêté ministériel : 55€ et CVEC : 95€

Coût employeur CEV privé : 58,36 €
Coût employeur HC : 42,14 €